



L'initiative des trois mers : Une tentative d'émancipation économique des pays de l'Europe de l'Est ?



© Visegrad post

Samy Etievant

Werra

Mars 2022



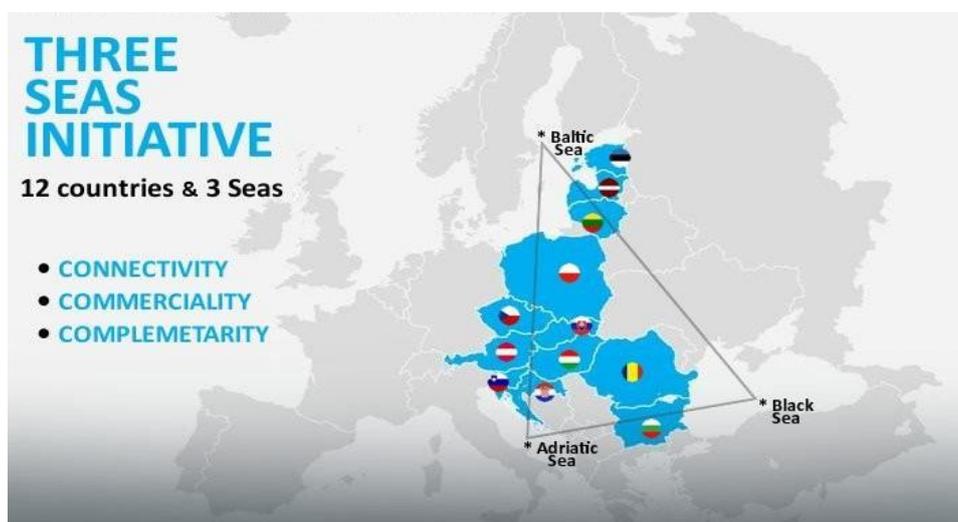
Après un Master en droit pénal des affaires, **Samy Etievant** est actuellement étudiant au sein du Master 2 Juriste Conformité Compliance Officer (JCCO) de Strasbourg. Particulièrement intéressé par les enjeux géopolitiques par les sanctions internationales émergentes prises à l'égard de la Chine ou de la Russie, Samy a pour vocation de mettre ses compétences au service d'entreprises ou d'organisations internationales.

Les propos exprimés par l'auteur n'engagent que sa responsabilité

© Tous droits réservés, Paris, Werra, Mars 2022

INTRODUCTION

La journaliste Sylvie Kauffmann dans une chronique du journal Le Monde le 19 janvier 2022 présentait le projet Nord Stream 2, un gazoduc qui n'est toujours pas mis en service, comme « un poison lent qui décrédibilise la politique allemande à l'égard de l'Ukraine, infecte les relations de Berlin avec ses voisins de l'Est, la Pologne en tête, et un peu plus à l'Est les pays Baltes »¹. Un autre élément potentiel de dissension pointe pourtant entre les pays de l'UE, autre que celui du bien plus connu projet Nord Stream 2 : l'Initiative des Trois Mers (I3M). En effet, ce projet réunissant 12 pays des Pays d'Europe centrale (PECO) visait à sa création lors du Forum de Dubrovnik en 2016 à créer une plateforme de coopération commune au sein de l'Union européenne. L'ambition de cette initiative porte essentiellement sur trois différents types de coopérations : énergétique, scientifique ou culturelle, et enfin la construction d'infrastructures de transport et de communication.



Source : Euro Créative, <http://eurocreative.fr/une-annee-2020-reussie-pour-linitiative-des-trois-mers/>

Si l'initiative menée par le président polonais Andrzej Duda tend réellement à créer les conditions d'un développement économique partagé des pays de l'Europe centrale, elle ouvre néanmoins la porte à des dissensions plus importantes au sein de l'UE. En effet, les pays membres de l'I3M ont des sphères d'influence différentes, certains étant plus tournés vers les

¹ Malédiction, le gazoduc Nord Stream 2 illustre l'ambivalence d'une partie des Européens sur l'arme des sanctions contre la Russie, Le Monde, Sylvie Kaufmann, paru le 19 janvier 2022 (en ligne), consulté le 26 février 2022, URL : « [Malédiction, le gazoduc Nord Stream 2 illustre l'ambivalence d'une partie des Européens sur l'arme des sanctions contre la Russie](https://www.lemonde.fr) » ([lemonde.fr](https://www.lemonde.fr)).



États-Unis quand d'autres présentent un tropisme européen marqué. Ainsi, si le projet repose théoriquement sur une alliance et donc sur une solidarité des pays membres de l'I3M, celui-ci existe principalement grâce à l'impulsion d'un acteur principal en Europe : la Pologne. Cette dernière est notamment le principal allié des États-Unis dans la région, et le premier contempteur de l'ingérence politique prétendue de l'UE dans son pays.

Plus globalement cette initiative pourrait être vue comme une tentative d'émancipation économique vis-à-vis de l'UE, en miroir des insuffisances d'intégration, que cette dernière a pu représenter à tort ou à raison pour certains pays de l'Europe de l'Est.²

Enfin, ce soupçon d'émancipation génère, dans la région, des tentatives d'entrisme par des puissances étrangères, essayant de développer leur soft power auprès des pays membres de l'I3M.

Nous nous attacherons donc à décrypter les stratégies d'influences économiques qui pèsent sur l'I3M et à comprendre le rôle que doit jouer l'UE dans ce processus. Enfin, nous nous attacherons à discerner si cette initiative relève plus d'une relative émancipation ou si elle constitue le préalable à une volonté plus marquée d'autonomie vis-à-vis de celle-ci.

² 30 ans après la chute du mur, où en sont les économies du bloc de l'est qui ont intégré l'UE ?, Le Figaro, Jean-Baptiste de la Torre, paru le 09 novembre 2019 (en ligne), consulté le 26 février 2022, URL : [30 ans après la chute du mur, où en sont les économies du bloc de l'Est qui ont intégré l'UE? \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr/actualite-france/30-ans-apres-la-chute-du-mur-ou-en-sont-les-economies-du-bloc-de-l-est-qui-ont-integre-l-ue-20191109)



Un projet de coopération économique européen autonome à celui de l'Union européenne

L'I3M si elle constitue une vraie initiative de coopération dans un certain nombre de domaines, elle n'en reste pas moins un projet de développement indépendant à celui de l'UE, bien que celle-ci y joue un rôle de soutien majeur par ses capacités contributives.

Un véritable projet de coopération sur le plan des infrastructures technologiques et énergétique

La plupart des pays de l'Europe de l'Est, constituant le plus gros bloc des pays liés à l'I3M ont longtemps été vus comme le point faible de l'UE en matière de développement économique. En effet, particulièrement en matière d'infrastructures technologiques, énergétiques et routières, ces pays étaient dotés d'infrastructures antédattées, relevant de la période de l'URSS.³ Le processus d'intégration européenne avait pourtant donné lieu à de notables améliorations du dispositif de ces pays principalement sur un axe Est-Ouest jusqu'en Roumanie. Mais l'axe Nord-Sud de l'Estonie jusqu'à la Bulgarie demeurait pauvre en infrastructures et constituait jusqu'alors le point faible de ce processus. L'I3M vise donc à pallier cette faiblesse, dans une volonté d'uniformiser l'intégration des pays de l'Europe de l'Est, de la Baltique à l'Adriatique, au sein de l'UE. Il s'agit alors de créer un espace interconnecté global et des infrastructures énergétiques et routières qui répondent aux normes des pays occidentaux européens dans la région.⁴ En ce sens, plusieurs projets sont en cours d'achèvement ou prêts à être mis en service sur du court ou moyen terme. Ils concernent d'une part les infrastructures routières nécessaires à la connexion entre les différents pays de l'I3M. À ce titre, nous pouvons citer la Via Carpatia qui est censée relier Klaipeda en Lituanie à

³ Meet the Three Seas Initiative: the crucial international project you probably know little about, Grzegorz Lewicki, paru le 08 janvier 2021 (en ligne), consulté le 26 février 2022, URL : [Meet the Three Seas Initiative: the crucial international project you probably know little about | Notes From Poland](#)

⁴ The Three Seas Initiative as a Geopolitical Approach and Austria's role, AIES, Velina Tchakarova et Livia Benko, paru en novembre 2021 (en ligne, fichier PDF), consulté le 26 février 2022, URL : [AIES-Fokus-2021-11.pdf](#)



Thessalonique en Grèce, soit un total de 718 km de routes principales passant par l'Est de la Pologne, de la Slovaquie et de la Hongrie.⁵ Ce projet sera ainsi potentiellement achevé en 2025.

Cette coopération est d'autre part technologique. Ainsi, plusieurs projets sont en cours d'achèvement et permettront de renforcer la connectivité globale de la Baltique aux pays des Balkans. Cet objectif de connectivité est d'ailleurs vu comme un pilier de l'Initiative : il vise à créer dans la région de l'I3M, une autoroute digitale permettant le passage de la 5G et de la fibre optique. Le potentiel numérique de l'I3M semble d'ailleurs constituer le point fort de l'initiative. En Estonie, par exemple a été créé un modèle numérique entièrement dématérialisé : l'E-Estonie. En Bulgarie, celle-ci attire un nombre grandissant d'entreprises en électronique, notamment Liebherr, Toshiba, ou encore Siemens. Celles-ci ont choisi la Bulgarie comme site de production pour leurs équipements électroniques.⁶ La région de l'I3M a donc la possibilité de devenir un hub majeur dans les années à venir en matière de TIC (technologie de l'information et de la communication).⁷

D'autres projets semblent à l'œuvre cette fois pour renforcer les infrastructures énergétiques de la région afin de garantir cette fois-ci l'indépendance énergétique de celle-ci vis-à-vis du gaz russe. A titre d'exemple, nous pouvons citer le pipeline Eastring, un projet porté par la Slovaquie jusqu'en Bulgarie, ouvrant par la même occasion un accès au gaz moyen-oriental aux pays de l'Europe de l'Est.⁸ Ou encore le projet GIPL qui assurera l'interconnexion gazière entre la Lituanie et la Pologne.⁹

Les projets portés par l'I3M sont politiquement sensibles puisqu'ils sont censés répondre aux problèmes de dépendance gazière de la région de l'Est européen, voire de l'UE tout entière. L'UE s'implique donc financièrement dans la construction de ces projets. Le projet

⁵ L'initiative des trois mers, un remodelage de l'Europe centrale ? Conflit, Remi de Franqueville, Bimestriel septembre-octobre 2021, consulté en décembre 2021, p 29 à 30

⁶ L'Estonie, modèle d'un état plateforme e-gouverné, l'exemple de la transformation totale d'un Etat grâce au numérique, Institut Sapiens, Rapport paru en juillet 2018 (en ligne, format PDF), consulté le 28 février 2022, URL : [LE-stonie.pdf \(institutsapiens.fr\)](#)

⁷ Les pays des « Trois Mers » esquissent un nouveau pôle d'attraction de l'Union Européenne, France Culture, Bruno Cadène, paru le 25 octobre 2020 (en ligne), consulté le 26 février 2022, URL : [Les pays des "Trois Mers" esquissent un nouveau pôle d'attraction de l'Union européenne \(franceculture.fr\)](#)

⁸ [The Three Seas Initiative \(three-seas.eu\)](#)

⁹ Gas interconnector Poland - Lithuania works in progress, Innovation and Networks Executive Agency, Commission européenne, paru le 2 décembre 2020 (en ligne), consulté le 26 février 2022, URL : [Gas interconnector Poland - Lithuania: works in progress | Innovation and Networks Executive Agency \(europa.eu\)](#)



GIPL a ainsi fait l'objet d'un investissement de 276 millions d'euros par l'intermédiaire d'un instrument financier européen : le CEF (Connecting Europe Facility).

Nous voyons donc que l'UE est au cœur de la stratégie de suffisance énergétique et technologique promue par l'I3M, initiative conjointe, réelle et sincère de développement des pays de l'Europe de l'Est. L'initiative peut donc être vue à la fois comme complémentaire à celle de l'UE et à la fois indépendante dans son mode de fonctionnement.

Un projet de coopération européen fonctionnellement indépendant

L'UE bien qu'elle ne soit pas directement liée au projet I3M, s'implique dans la région des PECO par le biais de divers moyens de financements, subventions ou instruments financiers.

En effet, l'UE intervient déjà dans les pays de l'Europe de l'Est par le biais des fonds structurels européen, et plus précisément par le fonds européen de développement régional ou FEDER.¹⁰ La répartition des fonds européens se faisant en fonction des inégalités régionales constatées au sein de l'UE, les pays de l'Europe de l'Est reçoivent de nombreuses subventions de développement de la part de l'UE. La Pologne, qui est à l'origine avec la Croatie de l'I3M, a touché par exemple durant la période 2014-2020 une enveloppe de 86,1 milliards d'euros au titre des fonds structurels européens (FSE) et in fine une somme toute aussi importante au titre des fonds FEDER.¹¹ De plus, Pologne a touché, dans le cadre des programmes opérationnels « Petite Pologne » ou « Grande Pologne », un montant global pour les deux projets dépassant 1,4 milliard d'euros.¹² Les deux projets financés par des subventions tirées des fonds FEDER ont ainsi participé à la construction d'infrastructures de communication dans les régions orientales de la Pologne considérées comme moins développées par rapport à celles de l'Ouest

¹⁰ Le FEDER qu'est-ce que c'est ?, L'Europe s'engage en France, le portail des fonds européens, paru le 17 février 2016 (en ligne), consulté le 26 février 2022, URL : <https://www.europe-en-france.gouv.fr/fr/articles/le-feder-quest-ce-que-cest>

¹¹ Fonds structurels européens : Les montants par Etat, Toute l'europe.EU comprendre l'Europe, paru le 11 septembre 2019 (en ligne), consulté le 26 février 2022, URL : [Fonds structurels européens : les montants par Etat - Touteleurope.eu](#)

¹² Programme opérationnel Grande-Pologne, Programme opérationnel Petite Pologne, Politique régionale ouverts au titre de la politique de cohésion européenne datant de la période 2007-2013, Commission européenne, décisions n°C/07/4205 et décision C/07/4206, adoptées le 6 septembre 2007 (en ligne), consultées le 26 février 2022, URL : [Programme opérationnel 'Grande-Pologne' - Politique régionale - Commission européenne \(europa.eu\)](#), [Programme opérationnel 'Petite-Pologne' - Politique régionale - Commission européenne \(europa.eu\)](#)



de la Pologne en contact avec l'Allemagne.¹³ Mais les fonds FEDER servent aussi à co-financer des instruments financiers affiliés à l'UE et qui ciblent des axes de développement particuliers au sein de l'UE. C'est ainsi le cas du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) ou Connecting Europe Facility (CEF), qui soutient spécifiquement les projets d'investissements d'infrastructures européennes, d'intérêt commun de transport, de télécommunications et d'énergie. L'UE a ainsi investi, par le biais du MIE pour le budget pluriannuel européen 2014-2021, 23,4 milliards d'euros afin de co-financer des projets relatifs au développement de transports dans la région des pays de l'I3M.¹⁴

L'intégration de l'Europe orientale est donc vue comme une priorité pour l'UE qui finance le fonds I3M à travers le MIE, lui-même financé par les fonds FEDER. L'I3M est donc un projet profondément européen, car elle permet in fine de réaliser l'objectif d'intégration de l'UE, mais elle est néanmoins soumise par sa nature à une pluralité d'investisseurs (étatiques ou non), la rendant pleinement autonome. Fonctionnellement, l'I3M s'est ainsi doté d'un fond indépendant géré par les présidents des banques de développement de Pologne et de Roumanie, pouvant se voir affecter un budget atteignant les 5 milliards d'euros.¹⁵ Ce fonds peut donc être abondé par tout État ou personnes physiques souhaitant le développement de l'I3M. Des pays se sont d'ailleurs montrés intéressés à l'idée d'une telle possibilité d'investissement au sein du fonds. C'est le cas des États-Unis et de la Chine qui ont envoyé des émissaires dès le sommet d'ouverture de l'I3M à Dubrovnik. Les États-Unis ont ainsi annoncé, dès l'année suivante, la possibilité de verser au fond une somme équivalente à 1 milliard de dollars.¹⁶ La Chine n'a pas souscrit d'engagement d'investissements au sein du fonds, mais s'engage d'ores et déjà dans la région grâce à leur initiative 17+1.¹⁷

¹³ Entre est et ouest, entre tradition et modernité : la Pologne dans l'Europe d'aujourd'hui, Lydia Coudroy de Lille, Géocarrefour Revue de Géographie De Lyon Vol. 80/1, 2005, p2 à 5.

¹⁴ European Commission supports ten additional sustainable and safe transport infrastructure projects in Europe with €68.6 millions, Innovation and Networks Executive Agency, Commission européenne, paru le 13 janvier 2021 (en ligne), consulté le 22 février 2022, URL : [European Commission supports ten additional sustainable and safe transport infrastructure projects in Europe with €68.6 million | Innovation and Networks Executive Agency \(europa.eu\)](https://ec.europa.eu/inea/en/european-commission-supports-ten-additional-sustainable-and-safe-transport-infrastructure-projects-in-europe-with-68.6-million)

¹⁵ Une année 2020 réussie pour l'Initiative des Trois Mers, Euro Creative, 14 janvier 2021 (en ligne), consulté en ligne le 26 février 2022, URL : [Une année 2020 réussie pour l'Initiative des Trois Mers \(eurocreative.fr\)](https://eurocreative.fr/une-annee-2020-reussie-pour-l-initiative-des-trois-mers/)

¹⁶ US commits \$1 billion dollars to develop Central European infrastructure, Press Release, Atlantic Council, paru le 15 février 2020 (en ligne), consulté le 26 février 2022, URL : [US commits \\$1 billion dollars to develop Central European infrastructure - Atlantic Council](https://atlanticcouncil.org/press-releases/us-commits-1-billion-dollars-to-develop-central-european-infrastructure/)

¹⁷ Le Mécanisme de coopération 17+1, cheval de Troie de la Chine en Europe, Regard sur l'Est, Entretien avec Xavier Richet, 24 mai 2021 (en ligne), consulté le 26 février 2022, URL : [Le Mécanisme de coopération 17+1, cheval de Troie de la Chine en Europe? – Entretien avec Xavier Richet - REGARD SUR L'EST \(regard-est.com\)](https://regard-sur-est.com/le-mecanisme-de-cooperation-17+1-cheval-de-troie-de-la-chine-en-europe/)



Cette autonomie dans la gestion du fonds, ainsi que la pluralité d'État souhaitant participer à son financement, alimente un potentiel soupçon d'émancipation. Soupçon, qui peut être renforcé par le fondement politique qui sous-tend le projet : L'Intermarium. Cette doctrine promue pendant l'entre-deux-guerres par un ancien ministre des Affaires étrangère polonais, Josef Pilsudski, visait à faire de la Pologne, ainsi qu'un certain nombre de pays d'Europe de l'Est, un pivot entre l'Allemagne et la Russie. Ces pays étaient pourtant vus à l'époque comme des menaces à la souveraineté polonaise. Cependant, plusieurs États membres de l'I3M ont nié l'invocation de cette doctrine politique comme constituant le fondement à la création de l'initiative.¹⁸

Les soupçons d'émancipation de l'I3M sont donc aussi bien inhérents au projet lui-même qu'aux nombreuses tentatives d'entrisme et d'influence économique de la Chine et des États-Unis. L'I3M constitue en cela un nouveau centre d'intérêt pour ces deux puissances.

Un développement de l'influence américaine dans la région liée à plusieurs facteurs.

Les propositions d'investissements massifs américains au sein du fonds I3M ne sont en cela pas dénuées d'un intérêt géostratégique correspondant d'abord à une stratégie de contre-influence chinoise dans la région et russe, plus ancienne.

L'influence chinoise et russe dans la région, facteurs de développement d'une stratégie de contre-influence américaine.

Premièrement, la stratégie américaine dans la région de l'I3M semble vouloir répondre à une volonté d'endiguement de deux pays qu'elle considère comme une menace pour les pays de l'I3M: la Russie et la Chine.

D'une part, la Chine a créé en 2012 un format économique 17+1 qui devait servir de support à leur projet phare : la nouvelle route de la soie. Cette dernière consistait notamment à

¹⁸ Europe centrale : l'Initiative des Trois Mer, Politique étrangère 2018/2, été 2018, Dorota Richard



créer un réseau d'influence chinois, autant économique que culturel, de Pékin à Rotterdam via certains pays des PECO. Le format 17+1 devait donc servir de cadre à une diffusion future, plus ambitieuse, de l'influence chinoise dans la région. Le format rassemblait un certain nombre de pays faisant partie de l'I3M, dont les États baltes, et les quatre pays du groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie) et consistait à une coopération économique à priori multilatérale mais en pratique bilatérale. La Chine se contentant en effet à un dialogue au cas par cas avec les pays concernés pour fixer le cadre d'une coopération future.¹⁹

Mais la nature de la relation dans le cadre de cette coopération n'était à l'origine pas claire, la Chine ne communiquant pas d'emblée sur ces intentions dans la région.²⁰ Il semblerait cependant, en pratique, que la Chine déploie sur place une stratégie similaire à celle qu'elle met en œuvre en Afrique : celle de la diplomatie des infrastructures. Cela revient à accorder des prêts aux États à des taux très avantageux pour la construction d'infrastructures nationales, sans grandes conditionnalités, pour en retour bénéficier des ressources énergétiques et technologiques de la région.²¹ Cette diplomatie n'est cependant pas sans conséquences pour les États ayant acceptés des prêts chinois. En effet, les États ayant accepté l'aide chinoise ont pu constater en contrepartie un endettement massif. L'exemple le plus récent, concernant l'un des pays du format 17+1, est le Monténégro. Ce dernier s'est lourdement endetté pour la construction d'une autoroute. Le remboursement de cette dette pourrait obliger le pays à céder le port de Bar, point d'accès stratégique à l'Adriatique, en compensation.²²

Un autre pays du format se trouve, à un degré moindre, dans une situation d'endettement vis-à-vis de la Chine : la Serbie. Le président serbe, Aleksandar Vucic, a délivré aux investisseurs chinois la concession de nombreuses infrastructures minières, ainsi que de plusieurs projets ferroviaires sans passer par une quelconque procédure d'appel d'offre.²³

¹⁹ Le Format 17+1, un outil au service de la politique européenne de Pékin défiant l'UE ?, Asie, Espaces maritimes, Général, Emmanuel Veron, paru le 10 janvier 2020 (en ligne), consulté le 28 février 2021, URL : [Le format 17+1, un outil au service de la politique européenne de Pékin défiant l'UE ? - FDBDA](#)

²⁰ How China's 17+1 Became a Zombie Mechanism, The Diplomat, Andreea Brînză, paru le 10 février 2021 (en ligne), consulté le 28 février 2022, URL : [How China's 17+1 Became a Zombie Mechanism – The Diplomat](#)

²¹ La diplomatie chinoise des infrastructures, quand les prêts deviennent un fardeau pour le Kenya, Portail de l'Intelligence économique, Club Afrique de l'Association de l'Ecole de Guerre Economique (AEGE), Aladin El Yassin, paru le 28 février 2020 (en ligne), consulté le 26 février 2020, URL : [La diplomatie chinoise des infrastructures, quand les prêts deviennent un fardeau pour le Kenya | Portail de l'IE \(portail-ie.fr\)](#)

²² Le Monténégro appelle l'UE à l'aide pour rembourser son autoroute chinoise, Le Monde, Jean-Baptiste Chastand, paru le 15 avril 2021 (en ligne), consulté le 27 février 2022, URL : [Le Monténégro appelle l'UE à l'aide pour rembourser son autoroute chinoise \(lemonde.fr\)](#)

²³ La Serbie, sas d'entrée vers l'Europe pour Pékin, Le Monde, Jean-Baptiste Chastand, paru le 19 mars 2021 (en ligne), consulté le 27 février 2022, URL : [La Serbie, sas d'entrée vers l'Europe pour Pékin \(lemonde.fr\)](#)



Mais ni la Serbie, ni même le Monténégro ne font partie de l'I3M ni de l'UE aujourd'hui. À l'évidence, seulement deux pays appartenant à l'UE, rencontrent une forme d'influence chinoise aujourd'hui. D'une part la Grèce, appartenant à l'alliance 17+1, a concédé en 2016 le port du Pirée à Athènes pour une durée illimitée au géant chinois Cosco.²⁴ D'autre part, la Hongrie, pays pro-Pékin, où l'influence chinoise se démultiplie. Ainsi, un projet ferroviaire le East-West Gate visant à accueillir des trains en provenance de Chine et la construction d'un campus de l'université chinoise de Fudan sur le territoire hongrois ont d'ores et déjà été achevées.²⁵

Cependant, l'initiative chinoise se cantonne pour l'instant aux pays pour lesquels il n'existe pas de plan de développement massif de la part de l'UE et où la présence de l'UE est moins forte. En cela, l'influence chinoise au sein de l'I3M semble pour l'instant restreinte au sein de l'UE.²⁶ La prise de conscience d'une politique de la dette non soutenable et d'une possible dépendance est donc probablement une des raisons à cette limite actuelle de la diplomatie chinoise. Cependant, une autre raison à cette limite peut être avancée : Les promesses économiques et notamment la balance coût / avantage de l'alliance 17+1 chinoise, peuvent ne pas être à la hauteur de ce que les pays de l'Europe de l'Est attendent. Ainsi, la Lituanie s'est retirée de cette alliance en reconnaissant que les promesses économiques d'investissement au sein du pays ne s'étaient pas matérialisées.²⁷

À cela s'ajoute une politique de lobbying intense de la part des Américains afin de bloquer l'extension des réseaux 5G chinois pour lesquels Huawei aurait un accès privilégié.²⁸ Les accusations d'espionnage économique de la part des Etats-Unis envers Huawei sont ainsi connues de longue date.²⁹ Plus globalement, cette volonté de limiter l'influence de Huawei répond à une des stratégies de la politique étrangère américaine d'endiguement de la Chine,

²⁴ Le port du Pirée cédé au chinois Cosco, Le Monde, Adéa Guillot, paru le 21 janvier 2016, consulté le 27 février 2022, URL : [Le port du Pirée cédé au chinois Cosco \(lemonde.fr\)](https://www.lemonde.fr/article/2016/01/21/le-port-du-pirée-cédé-au-chinois-cosco_4781112_0.html)

²⁵ La Hongrie, tête de pont de la Chine en Europe, Le Monde, Jean-Baptiste Chastant, paru le 22 janvier 2021 (en ligne), consulté le 28 février 2022, URL : [La Hongrie, tête de pont de la Chine en Europe \(lemonde.fr\)](https://www.lemonde.fr/article/2021/01/22/la-hongrie-tête-de-pont-de-la-chine-en-europe_4781112_0.html)

²⁶ Ibid note n°19

²⁷ La Lituanie se retire du format 17+1 : Un signe d'affaiblissement de l'influence chinoise en Europe, le Grand Continent, paru le 28 mai 2021 (en ligne), consulté le 27 février 2022, URL [La Lituanie se retire du format 17+1 : un signe d'affaiblissement de l'influence chinoise en Europe ? - Le Grand Continent](https://www.legrandcontinent.fr/fr/actualites/2021/05/28/la-lituanie-se-retire-du-format-17+1-un-signe-d-affaiblissement-de-l-influence-chinoise-en-europe-?utm_source=twitter&utm_medium=social)

²⁸ Chine-Etats-Unis : Avec Huawei, la guerre de la 5G est déclarée, Le Monde, Harold Thibault et Simon Leplatre, paru le 01 février 2019 (en ligne), consulté le 28 février 2022, URL : [Chine - Etats-Unis : avec Huawei, la guerre de la 5G est déclarée \(lemonde.fr\)](https://www.lemonde.fr/article/2019/02/01/chine-etats-unis-avec-huawei-la-guerre-de-la-5g-est-declaree_4781112_0.html)

²⁹ Huawei : la guerre commerciale entre Washington et Pékin s'envenime, Le Monde, Zeliha Chaffin, paru le 16 mai 2019 (en ligne), consulté le 27 février 2022, URL : [Huawei : la guerre commerciale entre Washington et Pékin s'envenime \(lemonde.fr\)](https://www.lemonde.fr/article/2019/05/16/huawei-la-guerre-commerciale-entre-washington-et-pekin-s-envenime_4781112_0.html)



partagée à la fois par l'ancienne administration, Trump, et la nouvelle, Biden.³⁰ En cela les politiques de contre-influence chinoises, dans la région de l'I3M, risquent de perdurer.

La tentative américaine d'entrisme par l'intermédiaire du fonds I3M est aussi vue comme une opportunité de contrer l'influence russe, assez ancienne, dans la région. Outre la dépendance au gaz des pays de l'Europe de l'Est, que la Russie agitait régulièrement au sein de la région³¹, d'autres pratiques d'influence économique russe ont existé au sein de ces pays. Celle par exemple visant à créer un capitalisme de connivence russe au sein des PECO, finançant par la même des partis politiques ayant des accointances pro-Kremlin.³²

Cependant cette dernière menace semble relativement mesurée vis-à-vis de celle gazière. C'est d'ailleurs cette dernière qui semble accaparer l'esprit des États-Unis. Lors de la création de l'I3M, le président Donald Trump a assumé pleinement cette inquiétude des États-Unis ne voulant plus que les pays de l'I3M « soient l'otage d'un seul fournisseur », réduisant alors la possibilité que les États appartenant à l'I3M fasse l'objet d'un chantage gazier de la part de Moscou. L'opposition quasi-constante des États-Unis à la mise en service du très controversé pipeline Nord-Stream 2 répond d'ailleurs à cet objectif-là.³³

Les problématiques de dépendance gazière russe seront néanmoins de moins en moins fréquentes si les sanctions économiques touchent l'importation ou l'exportation de gaz ou de pétrole russe, obligeant les Européens à une nécessaire diversification de leurs approvisionnements.

Il s'agit donc pour les États-Unis de mettre en place des stratégies économiques de contre-influence envers des pays qui représentent un risque, vu comme systémique, dans la région des PECO. Mais tout en cherchant à restreindre ces influences, ils cherchent à mettre en place leur propre stratégie d'influence économique dans la région.

³⁰ Joe Biden allonge la liste noire des entreprises chinoises interdites d'investissements américains, Pekin réplique, le Monde avec AFP, paru le 04 juin 2021 (en ligne), consulté le 28 février 2022, [Joe Biden allonge la liste noire des entreprises chinoises interdites d'investissements américains, Pékin réplique \(lemonde.fr\)](#)

³¹ Ce gaz russe qui « pollue » l'Europe, Institut Montaigne, Dominique Moisi, paru le 18 octobre 2021 (en ligne), consulté le 28 février 2022, URL : [Ce gaz russe qui "pollue" l'Europe | Institut Montaigne](#)

³² Our crony-capitalism index : The party winds down", The Economist, paru le 7 mai 2016 (en ligne), consulté le 28 février 2022, URL : [The party winds down | The Economist](#)

³³ Gaz : Joe Biden « très clair » sur l'opposition des Etats-Unis à Nord Stream 2, Capital, Gage Skidmore, paru le 23 mars 2021 (en ligne), consulté le 28 février 2022, URL : [Gaz : Joe Biden "très clair" sur l'opposition des Etats-Unis à Nord Stream 2 - Capital.fr](#)



L'initiative des Trois Mers, une opportunité économique majeure pour les États-Unis

La tentative d'influence économique américaine passe par la possibilité pour les États-Unis de pouvoir exporter leur gaz de schiste qu'ils détiennent en abondance sur le territoire américain. Les États-Unis sont excédentaires en la matière. Le gaz de schiste ou gaz naturel liquéfié (GNL) présente l'avantage pour les européens d'être bon marché, puisque la demande mondiale de gaz n'est pas suffisante pour absorber toute la production de GNL, tirant les prix de celui-ci à la baisse.³⁴

Les pays européens n'ont par ailleurs peu ou pas investis dans la possibilité de produire eux-mêmes leur gaz de schiste. La raison tient à la méthode employée : celle de la fracturation hydraulique qui créerait un risque systémique pour l'environnement. Seul un petit nombre de pays ont commencé, partiellement, par développer des infrastructures liées au gaz de schiste en Europe dont la Roumanie et la Pologne.³⁵ En ce sens, la Commission européenne n'a pas formellement interdit aux pays membres de développer des infrastructures liées à l'exploitation du gaz de schiste, mais ne soutient pas non plus l'exploitation, notamment dans le cadre du Green deal européen et de la taxonomie européenne.³⁶

Pour avoir des tarifs de gaz soutenables, les États européens ont donc intérêt à diversifier leur approvisionnement au gaz, et donc à importer en grande partie du GNL américain. C'est ainsi le cas aujourd'hui, puisqu'environ 1/3 de la production à l'export du GNL américain est actuellement destinée à l'UE.³⁷ À noter que l'importation du gaz américain sur le territoire européen est désormais favorisée par la guerre en Ukraine. Les importations de gaz russes en UE diminueront sensiblement, tandis que par soucis de maintenir à la baisse les prix du gaz, les européens feront certainement de plus en plus appel au GNL américain. Reste à savoir si les Européens seront suffisamment dotés de structures, et notamment de terminaux méthanier, pour faire face aux livraisons supplémentaires de GNL.

³⁴ Les États-Unis font s'effondrer le prix du gaz en inondant le marché mondial, les Echos, Vincent Collen, paru le 22 janvier 2020 (en ligne), consulté le 28 février, URL : [Les États-Unis font s'effondrer le prix du gaz en inondant le marché mondial | Les Echos](#)

³⁵ La stratégie américaine d'exportation du Gaz de Schiste en Europe et en France, Infoguerre Ecole de Guerre Economique (AGE), Claire Le Meur, paru le 09 janvier 2017 (en ligne), consulté le 28 février 2021, URL : [La stratégie américaine d'exportation gaz de schiste en Europe et en France | Ecole de Guerre Economique \(ege.fr\)](#)

³⁶ EU taxonomy for sustainable activities, information relative au règlement européen n°2020/852 entré en vigueur le 12 juin 2020, URL : [EU taxonomy for sustainable activities | European Commission \(europa.eu\)](#)

³⁷ Les exportations américaines de Gaz Naturel, De nouvelles règles du jeu sur l'échiquier européen, site de l'IFRI, Sylvie Cornot-Gandolphe, juin 2016 (en ligne), consulté le 28 février 2022, URL : [Les exportations américaines de gaz naturel : de nouvelles règles du jeu sur l'échiquier européen | IFRI - Institut français des relations internationales](#)



Enfin, l'intérêt économique américain dans la région est autant énergétique que technologique. Lors du sommet de Varsovie en 2018, auquel à assister Donald Trump, a été évoqué la possibilité pour les États-Unis d'investir dans « l'excellence des technologies américaines » concernant l'armement, en faveur des pays de l'I3M. Les pays de l'initiative semblent en effet intéressés de longue date par cette possibilité, car l'ensemble des pays de l'Initiative fait partie de l'OTAN (Organisation sur le traité de l'Atlantique Nord). L'intérêt de cette coopération semble néanmoins sujet à caution car l'interopérabilité des forces armées de l'OTAN est garantie à très grande échelle aujourd'hui.³⁸ L'initiative de cette coopération aurait plus de sens si elle visait justement à garantir l'indépendance technologique de la région. Cela passe par la construction de cette « autoroute digitale » voulue par les pays membres de l'I3M, mais cela passe aussi par une plus grande suffisance des pays de la région en matière de semi-conducteurs.

³⁸ L'interopérabilité dans le cadre des opérations conjointes, Division Diplomatie publique de l'OTAN, juillet 2006 (dossier en ligne, format PDF), consulté le 28 février 2022, lien URL : [untitled \(nato.int\)](#)



CONCLUSION

L'Initiative des Trois Mers repose donc sur une vraie volonté partagée des pays membres de collaborer sur des projets, permettant de désenclaver une région vue comme le maillon faible de l'UE. En cela de multiples influences économiques chinoises ou américaines se développent dans la région, cherchant à profiter du potentiel de croissance de la région. Ces stratégies d'influence ne sont pas dénuées d'intérêts.

Le rôle de l'UE dans la région de l'I3M est en cela central, autant afin de limiter ces stratégies d'influences, que d'assurer sa crédibilité dans la région. L'avenir de l'I3M repose sur le financement de l'UE, et une partie de la crédibilité de l'UE dépend de son aptitude à mener au sein de l'I3M une politique d'investissement cohérente et stable sur le long terme.

L'UE considérera-t-elle l'initiative comme un appel à s'investir plus au sein du fonds de l'I3M, ou au contraire comme à un appel à se désengager financièrement, sans savoir quelles seront les origines futures des financements des États-membres de cette initiative ? Saura-t-elle, elle-même développer sur la durée des stratégies de contres-influence puissantes dans la région afin de se prémunir contre des tentatives d'entrisme étrangères dans la région de l'I3M ? De l'équilibre dans l'origine des fonds de l'I3M dépend la condition de l'indépendance et de la souveraineté de l'UE et des pays de l'initiative.